



- COMMUNISTES -

Elections régionales et recomposition politique

La rentrée politique s'effectue sur fond de rejet massif des partis politiques et du mécontentement croissant vis-à-vis de la politique du gouvernement.

Le MEDEF poursuit son offensive et donne le ton en fixant trois exigences : agir « *sur le marché du travail, les dépenses publiques et la simplification* ». (le Figaro du 27/08). « *Le Code du travail est dense et complexe (...), le gouvernement aura une formidable opportunité de procéder à des réformes* », précise Gattaz.

Hollande et Valls voient leur feuille de route toute tracée. Macron devant les patrons du MEDEF se fait acclamer en critiquant « *la gauche qui a cru que la France pourrait aller mieux en travaillant moins* », rappel de la campagne de Sarkozy en 2007.

Valls fait mine de se distancer de son ministre de l'économie sur le maintien des « 35 heures », mais c'est pour rappeler la nécessité de la « flexisécurité » et sa volonté de « *réformer le marché du travail* » en dénonçant « *un Code du travail si complexe qu'il en est devenu inefficace* » et faire applaudir Badinter et Lyon-Caen qui proposent le détricotage pur et simple de ce Code.

Comme le gouvernement ne peut à la fois satisfaire les intérêts du capital et ceux des travailleurs, les élections régionales s'annoncent périlleuses pour la gauche confrontée à la montée de la droite et surtout du FN.

D'où la recomposition politique à gauche qui va diffuser diverses « tendances » pour capter les électeurs le plus largement possible.

Le gouvernement applique scrupuleusement la stratégie des monopoles et ne cesse de donner des gages au capital. Au PS, la charge de développer la démagogie et le langage de « gauche » : Cambadélis (1^{er} secrétaire) appelle à fonder un nouveau « *pôle progressiste* » pour contrer une droite « *lepénisée et radicalisée* » pour l'élection présidentielle.

D'autres dirigeants sociaux-démocrates évoquent une « *grande alliance populaire* » qui dépasserait les partis à la base (sur le modèle déjà défraîchi de Podemos).

Relayant directement le gouvernement, les « réformateurs » (énième tendance du PS) proposent de « *dépasser le clivage droite/gauche* », lorgnent ouvertement vers le « centre » et la « droite républicaine » et insistent sur les « convergences de vue » avec des hommes comme Juppé, dont Najat Vallaud-Belkacem a salué les propositions sur l'école !

L'aile des « frondeurs » opère une autre mission : garder les électeurs populaires en faisant miroiter la possibilité d'une répartition autre de l'argent... tout en soutenant les aides au Capital. Les grenouillages sont nombreux et toutes les manœuvres sont permises.

Ajoutons qu'Hollande et Valls sont derrière le départ de dirigeants écologistes aspirant à une destinée ministérielle. Pour cela, Placé et de Rugy prônent des listes unitaires derrière le PS aux régionales.

Mais le PS a de plus en plus de mal à tromper les travailleurs qui mesurent de plus en plus que le PS est un parti du capital.

Pour les Partis composant le Front de gauche, une crise s'est ouverte avec l'échec de Syriza en Grèce, échec qui remet en cause leur propre stratégie.

Syriza a démontré que l'on ne peut dans le cadre du capitalisme et de l'UE satisfaire les revendications fondamentales des travailleurs et du peuple.

Parti de gauche et PCF voient considérablement affaiblies leurs « propositions alternatives » et se divisent. Mélenchon défend un « plan B » (rupture avec l'euro) et l'alliance avec Varoufakis ancien ministre des finances grec (comme

Montebourg).

Le PCF continue de défendre Syriza et Tsipras « *victimes du mur de la finance* » qui auraient eu « *le mérite de poser la question de l'austérité en Europe* » ! (La poser pour mieux l'appliquer !).

Rien de nouveau, PG et PCF finalement l'un et l'autre continuent de défendre une ligne réformiste d'aménagement du capitalisme. Existente aussi des divergences avant tout politiciennes et clairement électoralistes. Le Parti de gauche (Mélénchon) veut construire des listes communes avec EELV (Ecologistes), accord acté dans 5 ou 6 régions selon Mélénchon, 4 pour les Verts.

Le PCF ferait les frais de cet accord puisque EELV dénonce les « cumulards » de ce Parti. Pierre Laurent (PCF) monte au créneau : « *Le Front de gauche ne peut pas, pour quelques postes, être la roue de secours d'une EELV qui chercherait à sauver les meubles* ».

On voit que les préoccupations de ces partis se tournent en priorité sur la lutte des places, que la question des enjeux véritables des régionales est bien loin de leurs discours.

En effet, tant les Partis du capital (Les Républicains, le PS, le FN) que les tenants d'une fausse alternative, tous s'inscrivent aux régionales dans l'application de la réforme territoriale.

Cette élection est uniquement envisagée comme tremplin pour la présidentielle et pour gagner des élus.

Le FN pour sa part continue de tisser sa toile. C'est tout d'abord la consolidation des liens avec des secteurs monopolistes.

C'est l'objectif principal de l'invitation de Marion Maréchal-Le Pen à l'université catholique du Var (où le FN frise les 40 %).

L'évêque de Toulon, Mgr Rey est connu pour ses liens très étroits avec le grand capital qui finance son diocèse. L'année dernière à l'assemblée du MEDEF, il présentait l'entreprise comme « *un lieu d'espérance où l'on s'éduque et vit ensemble, en se réalisant en créant des richesses !* »

Cette apologie du capitalisme lui vaut de nombreux liens et soutien dans les milieux patronaux.

Avec les gages au capital, le FN poursuit avec succès sa démagogie « sociale » puisque l'économiste proche du Front de gauche Jacques Sapir appelle à un rapprochement avec le FN sous couvert de « Front de Libération nationale » et de sortie de l'euro.

Rappelons que le FN, comme tous les autres Partis, s'inscrit dans la reconnaissance de la « Région-Stratège » économique, c'est-à-dire, dans l'affaiblissement de l'État-nation, des communes et départements (héritage de la Révolution française), pour mieux servir les objectifs de profit du capital et des multinationales soutenues par l'UE.

Les élections régionales constituent une bataille importante pour notre Parti révolutionnaire – Communistes-.

Tout d'abord en précisant ses enjeux. Cette réforme est une attaque majeure contre les conditions de vie et de travail de la majorité des salariés. Le caractère public des secteurs d'éducation, de santé, de transports ... sera affaibli ..., réduisant toujours plus la satisfaction des besoins élémentaires. La réforme renforce la subordination à l'Europe capitaliste (UE), puisque les créneaux économiques des régions seront fixés par les besoins exclusifs des multinationales européennes et françaises...

Notre Parti défendra d'un même mouvement la souveraineté nationale et la lutte contre le capitalisme et l'UE.

Cela passe par la défense des pouvoirs de proximité (communes, départements), la défense des revendications quotidiennes : salaires, emplois, conditions de travail, retraites ; la bataille pour défendre les services publics ; la lutte pour la nationalisation sans indemnisation des monopoles avec gestion démocratique ; la lutte pour la paix contre la politique de guerre du gouvernement et de l'OTAN dans la perspective historique du renversement du système d'exploitation. Notre campagne sera celle d'un Parti appelant et soutenant les luttes car l'expérience montre que toutes les conquêtes sociales ont été arrachées par les grèves massives, les manifestations et les luttes politiques et la compréhension que l'ennemi, c'est le capitalisme !